



STELLANTIS CTCY

Lundi 27 janvier 2025

Travailleurs français et immigrés : mêmes patrons, même combat !

Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, a envoyé le 23 janvier une circulaire à tous les préfets pour durcir les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Prenant la place d'une circulaire de 2012 de Manuel Valls, elle va encore renforcer la chasse aux migrants et s'inscrit dans la continuité des politiques xénophobes menées par tous les gouvernements, dans le sillage de l'extrême droite. Retailleau se rêve sans doute en Trump à la française, ce dernier ayant, de l'autre côté de l'Atlantique, claironné son intention d'expulser des « millions » de migrants.

Exploiter ça rapporte, exploiter des « sans-papiers », beaucoup plus encore !

La circulaire Retailleau prévoit de rendre encore plus difficile l'obtention d'un titre de séjour pour tous les travailleurs migrants : le temps de résidence minimum en France passe ainsi de cinq à sept ans. Surtout, obtenir un titre de séjour après être arrivé ou être repéré en situation irrégulière va devenir quasi impossible. Dans les métiers dits « en tension », les patrons vont pouvoir trier à leur gré qui aura des papiers, mais aussi qui les perdra dès que « la tension » sera jugée moins forte.

Les attaques contre les migrants, prélude des attaques contre tous les travailleurs

Si Trump et Retailleau affichent des politiques similaires, ce n'est pas pour réellement expulser les immigrés « par millions ». Les économies des pays riches ne tourneraient pas sans main-d'œuvre immigrée, les grands patrons le savent très bien, les politiciens à leur service aussi. Des secteurs entiers reposent sur ces travailleurs, du bâtiment à la restauration, en passant par le nettoyage et l'aide à la personne. En revanche, les expulsions arbitraires et médiatisées visent à créer un climat de terreur parmi les travailleurs immigrés et leur famille : mercredi dernier, la police a fait irruption dans un collège de la banlieue de Metz pour arracher une collégienne à ses cours et l'expulser avec ses parents en Belgique sans qu'elle puisse seulement repasser chez elle !

Au-delà de s'aligner sur les discours de l'extrême droite, cette politique vise à diviser la classe ouvrière. Ceux que Trump, Retailleau et tous les autres attaquent aujourd'hui sont les travailleurs les plus précaires. Demain, ils s'en prendront à une autre

catégorie de travailleurs, après-demain à une autre encore. Trump a déjà commencé en montrant du doigt les fonctionnaires américains et en attaquant leurs conditions de travail. S'en prendre aux travailleurs migrants aujourd'hui, c'est s'en prendre à tous les travailleurs. Ce n'est pas l'immigration qui fait baisser les salaires ni n'augmente le chômage : qu'on sache, ce sont les patrons qui fixent les salaires et licencient !

Régularisation de tous les sans-papiers ! Libre circulation de tous les travailleurs !

Celles et ceux qui quittent leur pays n'abandonnent pas leur famille et ce qui était leur vie de gaîté de cœur, mais pour fuir des guerres – qui se mènent souvent à l'instigation des pays riches avides de matières premières –, pour fuir les conséquences catastrophiques du réchauffement climatique, pour fuir la misère toujours. Ce n'est pas une circulaire qui les fera rester dans l'enfer qu'ils et elles veulent quitter.

Contre le gouvernement international des milliardaires, travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Le parterre de milliardaires et de dirigeants de grandes entreprises venus se montrer lors de l'investiture de Trump est une preuve, s'il en fallait une, que l'union de la bourgeoisie contre la classe ouvrière n'a pas de frontière. D'Elon Musk à Bernard Arnault, première fortune française, tous sont venus s'incliner devant leur nouveau parrain... C'est cette bande de mafieux d'ultra-riches, pas gênés de voir l'un d'entre eux faire le salut fasciste, qui sont les seuls parasites sur cette terre.

Sortez les mouchoirs !

Mardi 21 janvier ont commencé les discussions salariales, Stellantis nous fait comme à l'accoutumé le même numéro : « *on ne fait pas de démagogie...* », « *l'entreprise traverse des difficultés...* », etc.

Ils ne parleront pas du parachute doré de dizaines de millions d'euros pour Tavares viré, ils sont pudiques sur ce genre de question.

Avec 6 milliards de profits en 6 mois, pour eux ça ne fait pas assez pour les actionnaires, il faut donc continuer à mal payer les salariés. On ne veut pas de miettes ! On a besoin de 400 € supplémentaires tous les mois. Et Stellantis a largement les moyens de payer.

L'envers du décor d'une « usine du futur »

La direction vient d'investir 8 millions d'euros à l'usine de Caen pour changer le système de chauffage et passer à la géothermie en décembre dernier. Résultats des courses, le mercure peine à dépasser les 17°C. Au-delà des effets d'annonce, l'état du bâti et notamment de la toiture font de l'usine une vraie passoire thermique.

Non seulement la chaleur sort mais l'eau rentre aussi et les jours pluvieux les salariés doivent esquiver de vraies douches quand une verrière cède ou supporter le ruissellement dans les vestiaires. Alors quand la direction vante la modernité de l'usine dans les médias, la situation pourrait faire rire... mais finira peut-être par mettre en colère ceux qui la subissent.

Stellantis investit 5 milliards aux États-Unis

Après l'annonce de Trump de renforcer les taxes douanières pour les entreprises européennes qui n'investissent pas aux États-Unis, Stellantis a vite compris de quel côté le vent tournait et vient d'annoncer de 5 milliards de dollars d'investissements, pour éviter des taxes sur ses importations depuis le Mexique où l'entreprise assemble 40 % des voitures vendues aux États-Unis. Quand ils flaivent les bénéfices, les capitalistes savent très bien s'entendre. Mais aux travailleurs mexicains de Stellantis qui vont peut-être perdre leur travail, on n'a pas demandé leur avis.

Michelin : la meilleure façon de lutter

La lutte continue pour les Michelin de Cholet. Mercredi 22 un rassemblement de plus de 300 personnes a eu lieu devant l'usine à l'appel du comité de lutte, avec participation de délégations de Thalès, Nicoll ou encore Charal - qui subissent également des plans de suppressions d'emplois. Le cortège s'est ensuite élancé dans les rues de Cholet.

La direction refusant toujours de dépasser la barre des 40 000 euros d'indemnités, une grève sur le tas a été décidée et tous les syndicats ont quitté la table des négociations. Jeudi 23 il y a donc eu une participation encore plus importante des salariés aux assemblées générales – pas moins de 3 dans la journée ! La colère

monte, tout comme l'organisation de la lutte. Prochaine étape : le 4 février ils seront à Clermont-Ferrand pour mettre la pression pour la poursuite des négociations.

À raciste, raciste et demi

Furieux de voir le ministre de l'Intérieur lui piquer son programme par pans entiers, le Rassemblement national l'accuse d'être un « faux dur » et un « vrai mou » à propos de sa nouvelle directive sur l'immigration. Selon Marine Le Pen et ses amis le texte ne va pas assez loin. Il préconise des régularisations au compte-gouttes et affirme que « régulariser n'est pas un droit mais une mesure exceptionnelle » alors que l'extrême droite propose de les interdire complètement et de ne jamais régulariser. Lorsqu'il s'agit de s'en prendre aux migrants et à leur famille la surenchère est rude entre droite extrême et extrême droite.

Zuckerberg et Bezos baissent la main de leur parrain Trump

Zuckerberg, le patron de Meta (Facebook, Instagram) a récemment annoncé la suppression des *fact-checkers* de ses réseaux, accusés d'être « trop politisés » (comprendre : trop défavorables à Trump). Quant à l'entreprise Amazon, elle vient de supprimer les protections pour les employés noirs et LGBTQ+ dans ses politiques d'entreprise. Est-ce que bientôt, on les verra aussi faire le salut nazi, comme Elon Musk ?

Retailleau fait la chasse aux sans-papiers

Le ministre de l'Intérieur vient de durcir un peu plus la circulaire Valls de 2012 envoyée aux préfets pour encadrer la régularisation des sans-papiers. Le texte de Retailleau restreint les conditions de régularisation (maîtrise de la langue, durée du séjour, etc.) en ordonnant, en outre, que ces régularisations se fassent « au compte-gouttes ».

En 2023, 34 724 personnes seulement avaient pu obtenir des papiers (+0,3 % par rapport à 2022), selon le ministère de l'Intérieur : bien loin d'une prétendue « invasion ».

Paris s'assied sur le « devoir de vigilance » des entreprises

Selon *Mediapart*, Macron et Bayrou plaident après de l'Union européenne pour un « report sine die » d'une directive européenne en préparation, à propos des violations des droits humains ou environnementaux par les entreprises. Il s'agirait de demander aux patrons de veiller qu'eux-mêmes, ou leurs sous-traitants, n'emploient pas des salariés dans des conditions inhumaines, notamment dans les pays pauvres, et ne portent pas atteinte à l'environnement. Cette loi ne changerait sans doute pas grand-chose, mais il faut croire que c'est encore trop pour les capitalistes français.